

Le monde, les droits, nos forces

Penser les droits de l'Homme et agir aujourd'hui dans un monde « global »... Vaste programme, mais ambition nécessaire si nous voulons regarder vers l'avenir.

Jean-Pierre DUBOIS, président de la LDH

Un séminaire international a été organisé par la Ligue des droits de l'Homme les 12 et 13 février derniers, destiné à alimenter notre réflexion préparatoire au 86^e congrès de notre association. Il entend assumer cette ambition et répondre, par sa seule existence mais aussi par ses choix d'organisation, à l'objet même de notre propos. Les défis que nous avons à relever sont considérables : il s'agit non plus de penser une sorte de prolongement international de notre action nationale pour la défense et le progrès des droits de l'Homme, mais de prendre acte de la dynamique mondiale qui, renversant l'ordre des facteurs, détermine aujourd'hui fondamentalement cette action aux échelles continentale et nationale, et ce pour au moins trois raisons.

Le double défi de l'universalisme

Première raison. Le monde est, bien plus encore aujourd'hui qu'hier, un « système » au sens où l'entendent les scientifiques, c'est-à-dire un ensemble d'unités en interaction constante. Car la structure mondiale des moyens de communication et d'information instantanée unifie les marchés, mais aussi propage les idées et les revendications, connecte directement les individus à des flux que

Il ne s'agit de rien de moins que de démocratiser la mondialisation pour mondialiser la démocratie – et non l'inverse, qui ne mène qu'aux greffes constitutionnelles vouées aux rejets.

les structures anciennes du politique peinent à influencer et, le plus souvent, ne maîtrisent plus. Il en est ainsi pour le meilleur – même les dizaines de milliers de « cyberpoliciers » chinois n'assurent pas l'étanchéité de frontières chimériques sur Internet, et en sont réduits à censurer des mots tels que « lapin »... pour ne rien dire de ce que Ben Ali ou Moubarak ont récemment appris de la capacité mobilisatrice de « Facebook » – et pour le pire – capitaux, spéculations, emplois valsent hors de portée des banques centrales et des acteurs démocratiquement légitimes.

Ce nouvel avatar de la « langue d'Esopo » doit être pris pour ce qu'il est, ni l'enfer ni le paradis mais, au sens étymologique du terme, une révolution mondiale... en attente de leadership et de réponse éthico-politique. Il ne s'agit de rien de moins que de démocratiser la mondialisation pour mondialiser la démocratie – et non l'inverse, qui ne mène qu'aux greffes constitutionnelles vouées aux rejets.

Deuxième raison. La « globalité », l'unité ne doivent pas broyer la diversité, sans quoi l'humain, le politique (qui, comme le savait déjà Aristote, sert à « faire de l'Un avec du multiple ») et la citoyenneté, garante première et ultime de l'effectivité des droits, disparaîtraient. Or la « globalisa-

tion » menace quotidiennement l'universalisme, par la standardisation, l'uniformisation, voire la « westernization » du monde. L'universalisme, dont le principe reste évidemment hors de discussion à nos yeux « cosmopolitiques », doit dès lors faire face à un double défi :

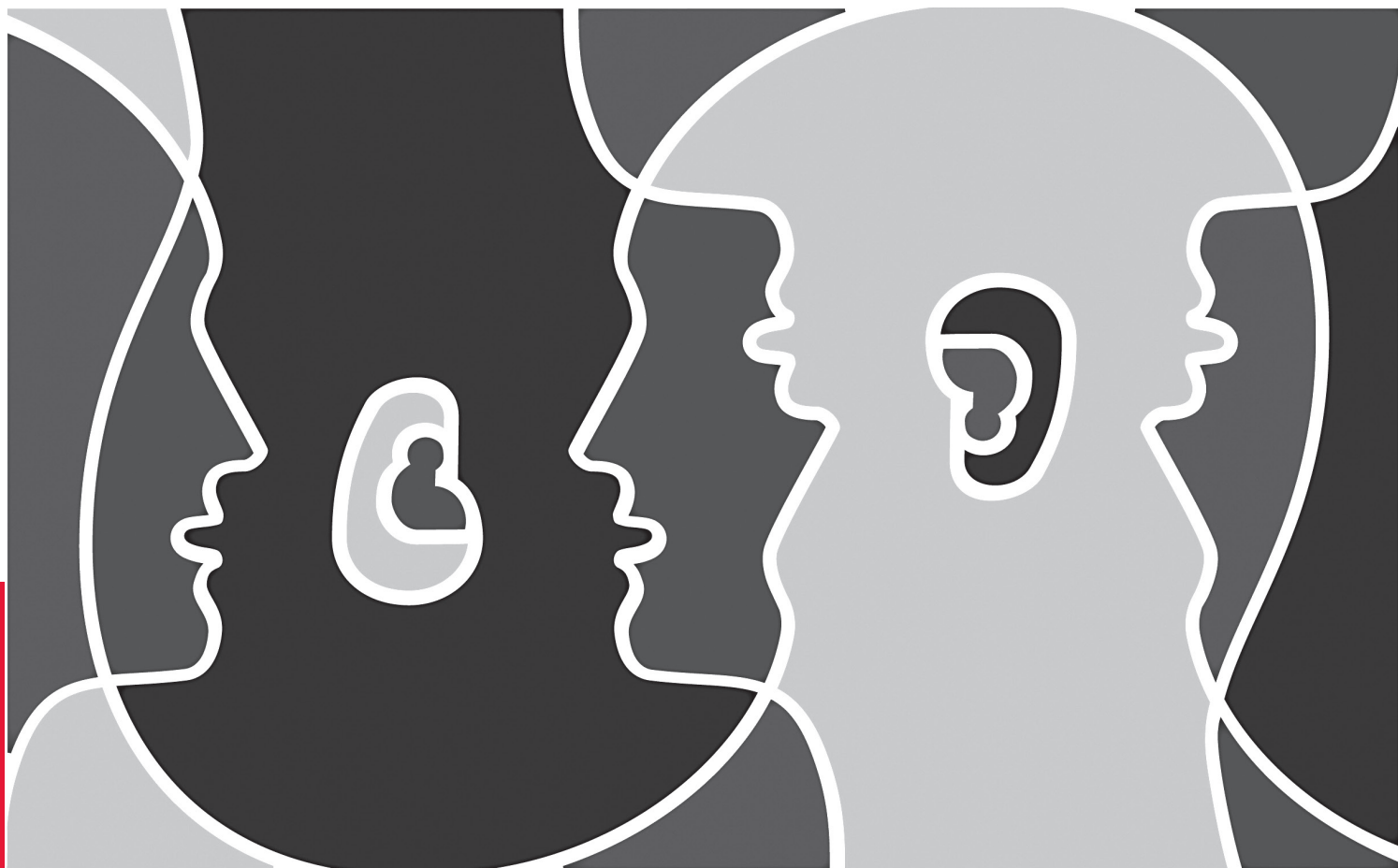
- le monde « global » est né en un demi-siècle non seulement de l'intégration informationnelle, technoscientifique, économique et financière, mais aussi de deux effondrements successifs, celui de la domination européenne sur la planète, puis celui du « soviétisme » qui structurait la bipolarisation pendant le « XX^e siècle court ». Il est donc à repenser, en particulier pour les héritiers de 1789 et de 1948 que nous sommes, soucieux de ne pas jeter le bébé (de l'universalisme) avec l'eau du bain (de la « mission civilisatrice » et de l'ethnocentrisme) ;

- il en résulte que de nouvelles « puissances » combinent désormais la puissance matérielle (les anciens « dominés » sont aujourd'hui des concurrents ascendants) avec la revendication du pluralisme civilisationnel (leurs « points de vue sur l'Universel » ne sont pas moins légitimes que celui qui est historiquement issu de la version européenne des Lumières). D'où la nécessité pour nous de mieux connaître les autres séquences historiques de « Lumières » dans le temps et dans l'espace : l'Universel ne peut se construire que dans une démarche véritablement universaliste.

La société civile face à des impératifs

Troisième raison. La « nouvelle donne » ne déstabilise pas que les Etats-nations. Elle défie aussi les acteurs des « sociétés civiles » (partis, syndicats, associations), et singulièrement les ONG de défense des droits de l'Homme. Nous sommes ici face à cinq impératifs :

- il nous faut penser une citoyen-



neté mondiale (en particulier un droit fondamental à la citoyenneté pour tous les «résidents» dans les différents Etats), et donc aussi les voies et moyens de la promouvoir et de la faire vivre, en termes d'organisations, de stratégies et d'alliances, si nous voulons faire suivre nos discours d'actes efficaces;

- la nouvelle donne questionne notre stratégie «fédératrice» d'organisation. Pour ne pas mutiler la diversité, pour éviter que l'«identique» (l'uniformité, la standardisation, la «*westernization*») ne provoque le choc en retour des «identitaires» (fondamentalismes et autres «identités meurtrières»), nous ne devons pas tirer de conclusions erronées de la substitution du global à l'international. Y répondre en substituant à la «fédération» une organisation mondiale, unitaire, de défense des droits de l'Homme, dont les composantes nationales ne seraient plus en quelque sorte que les représentants locaux, serait tomber dans le piège même de la «globalisation». A l'intégration mon-

La structure mondiale des moyens de communication et d'information instantanée connecte directement les individus à des flux que les structures anciennes du politique peinent à influencer et, le plus souvent, ne maîtrisent plus.

diale, nous avons à répondre plus que jamais par la solidarité internationale, non pas «*top down*» mais «*bottom up*»...;

- partir ainsi du terrain, c'est aussi asseoir le «fédératif» sur les forces réelles d'aujourd'hui: acteurs de la démocratisation, du «développement humain», des droits des femmes, des droits sociaux, du «développement durable», etc. Sans alliances avec ces autres défenseurs des droits, les associations «droits de l'Homme» seraient menacées d'un isolement porteur d'impuissance, voire absentes de territoires où se joue l'avenir;

Construire l'Universel de demain

- les mobilisations d'aujourd'hui ne peuvent ignorer les effets de l'individuation, qui est elle aussi «la meilleure et la pire des choses»: elle produit de la méfiance à l'égard des organisations, mais elle met en mouvement, les nouveaux médias interactifs aidant, des énergies individuelles capables de boule-

verser la donne face aux oppressions. D'où l'urgente nécessité d'articuler l'individuel, qui pèse aujourd'hui plus lourd, et le collectif, qui reste indispensable mais doit à l'évidence «muter». Faute de quoi nos outils organisationnels se dessécheraient, à l'écart des champs de bataille et des acteurs décisifs;

- enfin, la nouvelle donne nous commande de ne pas projeter sur le monde que nous pensons notre propre modèle historique mais de mieux connaître ces autres voies vers l'Universel, issues d'autres aires civilisationnelles et culturelles, pour construire ensemble l'Universel d'aujourd'hui et de demain. Car cet Universel en gestation sera «*multi-contextualisé*» (selon la formule de Bertrand Badie), ou ne sera pas. Faute de quoi nous serions pris entre le marteau relativiste et l'enclume «civilisatrice», condamnés à un impossible choix entre l'acceptation du prétendu «choc des civilisations» et un verbalisme hypocrite, illégitime et impuissant. ●